



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 15– 09 juin 2021

En bref :

Cuba suspend les dépôts d'espèces en dollars américains.

Le gouvernement cubain a annoncé, jeudi 10 juin, qu'il cesserait temporairement d'accepter les dépôts en espèces en dollars américains. Les titulaires de comptes bancaires cubains auront ainsi jusqu'au 20 juin pour déposer leurs dollars avant que la suspension ne prenne effet. D'après la Banque Centrale de Cuba, la décision répond aux difficultés rencontrées par le système bancaire pour trouver des banques ou institutions financières étrangères qui acceptent des transactions en dollars avec l'île du fait de l'embargo. La mesure pourrait affecter principalement ceux qui reçoivent des « remesas », car ils devront désormais utiliser une devise autre que le dollar, ouvrant ainsi la voie à la consolidation de l'euro en tant que monnaie alternative.

Alors qu'en théorie le peso cubain est convertible en devises étrangères dans les agences de change au taux de 1 USD pour 24 CUP, dans la pratique, par manque de liquidité, le change y est très réduit, contraignant la population locale à échanger sur le marché noir leurs pesos cubains avec une devise étrangère à des taux prohibitifs.

Pour rappel, les autorités cubaines avaient autorisés, depuis fin 2019, la commercialisation de certains produits en « Monnaie Librement Convertible » afin de pallier la crise de liquidité que traversait le pays. Initialement limitées aux produits blancs (électrodomestiques), ces boutiques en MLC vendent désormais des produits de première nécessité dont le paiement se fait uniquement via une carte bancaire en MLC.

Zoom sur

Samantha Power, administratrice de l'USAID était en visite officielle dans les pays du triangle nord. L'agence américaine a notamment réitéré ses engagements financiers tout en soulignant la réorientation des fonds des institutions gouvernementales vers les organisations de la société civile. En détail, USAID a annoncé un investissement pouvant atteindre 115 MUSD à El Salvador réparti en trois projets : 30 MUSD pour la formation professionnelle, 35 MUSD pour la lutte contre les violences sexistes et 50 MUSD pour la présentation de la violence. Au Guatemala, l'agence a annoncé le lancement d'un programme de 39 MUSD pour supporter l'entrepreneuriat et l'innovation. Enfin au Honduras, Samantha Power a annoncé une augmentation de 24 MUSD des fonds pour promouvoir l'emploi formel et s'assurer de l'intégrité de l'élection présidentielle de novembre.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 9 juin, le Mexique enregistrait 230 624 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +0,55% en une semaine. 2 463 390 cas confirmés ont été enregistrés (+0,88% en une semaine).

21ème semaine de baisse, mais 6 Etats sur 32 connaissent des remontées. Cette situation concerne en particulier le Yucatan, et le Quintana Roo, régions qui ont attiré de nombreux touristes ces derniers mois, et qui sont repassées en orange. 37M de vaccins ont été appliqués et 26,4M de mexicains sont totalement vaccinés, sur une population de 126 M d'habitants.

2 FINANCES PUBLIQUES

Le Trésor mexicain (SAT) annonce avoir détecté une fraude à l'ISR de l'ordre de 34 Mds USD chez les contribuables les plus

importants. Ce chiffre représente 3 % du PIB en 2020, selon la directrice de l'agence fiscale, Raquel Buenrostro. Bien que le taux d'ISR pour les entreprises soit de 30 %, les déductions et l'ingénierie fiscale portent le taux effectif à moins de 2% pour les grandes entreprises. Ainsi, en 2020 les grands contribuables ont payé un taux effectif d'ISR de 1,3 %, tandis que les particuliers ont payé un taux de 25,4 %. La chef du SAT a déclaré que, sur la base des déclarations des contribuables, des audits ont été menés pour identifier la fraude et l'évasion fiscales et déterminer le paiement correct des impôts. Le fisc mexicain prépare une réforme fiscale à la rentrée qui prévoit d'accroître la collecte fiscale de 9,7 Mds USD (1% du PIB mexicain) sans augmenter les impôts.

3 ECONOMIE

L'emploi formel récupère 38 961 emplois nets et connaît son meilleur mois de mai depuis l'année 2014. Cependant, la reprise de l'emploi a connu un ralentissement en mai par rapport aux trois premiers mois de l'année 2021. Les emplois générés en mai impliquent une reprise par rapport à mai de l'année dernière, mois qui

avait enregistré la perte de 344 526 emplois en raison de la crise engendrée par le COVID-19. La création d'emplois de janvier à mai au cours de l'année 2021 s'élève à 335 712 emplois. En ce qui concerne son évolution annuelle, le rapport de l'Institut Mexicain de la Sécurité Sociale (IMSS) indique que l'emploi a augmenté de 2,7% g.a en mai.

Le Mexique recule pour deuxième année consécutive dans le classement de compétitivité mondiale de l'IMD Business School. Ainsi, le pays passe de la 53^{ème} à la 55^{ème} place sur 64, en raison de facteurs tels que l'efficacité de la législation pour les entreprises, l'éducation et l'infrastructure technologique. Selon le rapport, le pays doit faire face à des défis tels que l'amélioration de l'environnement d'affaires, l'amélioration du système judiciaire, et le renforcement de la sécurité.

L'Institut mexicain des cadres financiers (IMEF) a revu à la hausse sa projection de croissance pour l'économie mexicaine de 4,8 à 5,5 % pour 2021, selon leur enquête mensuelle sur les attentes économiques. Concernant le taux d'inflation, l'Institut a également revu à la hausse les projections, de 4,7% à 5% d'inflation annuelle pour 2021. Le rapport anticipe aussi un déficit budgétaire de l'ordre de 3,3% du PIB contre 3,5% précédemment. Les économistes sondés ont maintenu inchangé leur projection du taux directeur de Banxico à 4% pour 2021. Dans le cas de l'emploi formel, conformément à la révision de la croissance du PIB, la création

d'emplois prévue pour l'année est passée de 400 000 à 450 000 emplois. Le rapport montre aussi que le consensus pour le taux de change est passé de 20,60 à 20,50 MXN par USD.

L'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a ratifié le 15 juin la note souveraine du Mexique à BBB en monnaie étrangère et BBB+ en monnaie locale, toutes deux assorties d'une perspective négative. Cette annonce survient après les élections de mi-mandat du 6 juin, où le parti présidentiel et ses alliés ont conservé une majorité simple à la Chambre des députés. L'agence de notation anticipe le maintien d'une gestion macroéconomique prudente, avec une dette publique nette qui restera stable à environ 48 % du PIB au cours des trois prochaines années. Cependant, S&P prévoit un taux de croissance inférieur à celle de ses pairs émergents et que le rebond post-pandémie pourrait être affecté par la faible confiance des investisseurs privés en raison de la détérioration de l'environnement des affaires. En outre, l'agence de notation a souligné que Pemex pourrait continuer à peser sur les finances du gouvernement.

La Réserve fédérale américaine a annoncé l'extension de ses lignes temporaires d'échange de liquidités en dollars américains avec neuf banques centrales jusqu'au 31 décembre 2021. Le mécanisme de swap convenu entre Banxico et la Réserve fédérale américaine porte sur un montant maximal de

60 Mds USD, en vigueur initialement jusqu'à fin septembre 2021. Ce mécanisme soutient la liquidité en USD sur les marchés financiers. Suite à l'annonce, cette ligne de liquidité sera en vigueur au moins jusqu'au 31 décembre 2021.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Le secteur privé anticipe une baisse de 35% des ventes (par rapport à 2019) pour la fête des pères. La célébration de la fête des pères devrait rapporter 856 MUSD aux commerces soit 35% de moins du niveau de 2019. En 2020, en pleine première vague de la pandémie de COVID-19, la fête des pères avait rapporté 330 MUSD (-61,4%). La reprise du secteur des services dépendra de l'amélioration des indicateurs épidémiologiques et de la rapidité de la campagne de vaccination.

5 ACTUALITES AGRICOLES

Le marché central de la ville de Mexico («Central de Abastos»), plus grand marché alimentaire au monde, s'intéresse au modèle Rungis. Lors d'une prise de contact avec le conseiller agricole de l'Ambassade, les dirigeants de la Central ont décrit une situation critique, avec 6-7 T de pertes d'aliments par jour, et une volonté de réfléchir à une réforme d'ampleur. Présenté par l'Ambassade, le modèle Rungis est apparu très prometteur à

leurs yeux et une mise en relation sera orchestrée afin d'envisager des pistes de coopération.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 16/06/2021
Bourse (IPC)	-0,48%	+32,04%	50 579,10 points
Taux de change USD/MXN	+3,29%	-8,63%	20,44
Taux de change EUR/ MXN	+1,75%	-2,94%	24,04
Prix du baril mexicain	+3,00%	+103,90%	68,21

Amérique centrale

1. Costa Rica

La population costaricienne perçoit une situation économique de plus en plus difficile.

Un pourcentage élevé de la population considère que la condition économique tant personnelle que celle relative au travail ne s'améliore pas. La confiance du consommateur a par exemple chuté de 33,5% en mai 2021 selon la dernière enquête de l'Université du Costa Rica, soit une chute de 3,2% par rapport à février 2021. La confiance du costaricien en son gouvernement décroît également. 63,7% des costariciens affirment que la politique économique entreprise par le Gouvernement du Costa Rica est inefficace.

Le régime de zone franche ne sera pas impacté par un impôt minimum international de 15% sur les entreprises affirme le Ministre du Budget.

Alors que l'inquiétude des entrepreneurs commence à se faire sentir suite à l'accord de principe obtenu lors du G7 relatif à la mise en place d'un impôt minimum mondial de 15% sur les entreprises, le Ministre du budget costaricien s'est exprimé afin de rassurer les entreprises étrangères présentes dans les zones franches du pays. Les contrats en vigueur dans les zones franches continueront de s'appliquer. Le Ministre rappelle également que pour l'heure, l'accord de principe ne signifie rien de concret, et que plusieurs étapes sont encore à franchir (G20, OCDE, ...).

2. El Salvador

Suite à l'adoption du Bitcoin comme monnaie légale sans restriction, la BCIE a annoncé qu'elle assisterait techniquement le pays dans

la mise en place de la crypto monnaie. Le Président de la BCIE a toutefois souligné les risques engendrés par l'utilisation du Bitcoin, notamment sur l'opacité des sources de financement et la nécessité de contrôler les flux financiers. La BCIE soutiendra notamment la Banque centrale et le ministère des finances dans la création d'un cadre réglementaire limitant les dérives et risques financiers. La BCIE a en revanche confirmé que les obligations financières du pays envers la Banque resteraient libellées en dollars pour le moment.

Le président Bukele a indiqué avoir ordonné à l'entreprise publique nationale de géothermie (LaGeo) de lancer une étude visant à construire un ensemble de centrales géothermiques reposant sur l'énergie des volcans, qui seraient destinées au minage de bitcoins. Si elle se concrétise, une telle initiative aboutirait à offrir au pays une capacité de création monétaire propre, à l'inverse du dollar. La nouvelle loi précise que le taux de change entre le Bitcoin et le dollar sera établi par le marché (les autorités montent cependant avec Bandesal un fonds de 150 MUSD destiné à assurer la conversion d'une partie des bitcoins impliqués dans des transactions publiques).

La Banque mondiale a quant à elle refusé d'aider le Salvador à adopter le Bitcoin, invoquant des problèmes de transparence et environnementaux. Le gouvernement salvadorien avait demandé à l'organisme

international une assistance technique et réglementaire dans la mise en application de la crypto monnaie. Ce refus vient s'ajouter au scepticisme communiqué par le FMI qui soulignait les difficultés financières et légales soulevées par cette adoption.

3. Guatemala

L'indice mensuel d'activité économique (IMAE) a enregistré la meilleure performance des 16 derniers mois en avril, croissant de 12,4% g.a. Le niveau de l'IMAE correspond à celui prévalant fin 2019, illustrant la forte récupération économique du pays, malgré le retard de vaccination. Les secteurs du commerce, de l'automobile, de l'industrie manufacturière et des loisirs ont tiré l'activité sur le mois. A l'inverse, les industries du tourisme et du transport aérien connaissent toujours des difficultés selon le Président de la Chambre d'industrie.

Les exportations ont atteint 4,4 Mds USD sur les quatre premiers mois de l'année, en hausse de 14,8% g.a. Les articles d'habillement représentent 10% du total des exportations, devant la cardamome avec 9,6%, le café avec 6,7% et les bananes avec 6,1%. Les Etats-Unis restent le premier client avec 30,3% des exportations en valeur suivit de l'Amérique

centrale (29,8%) et l'UE (8,1%). **Les importations ont également connu une hausse sur la période de 30,5% g.a pour atteindre 7,7 Mds USD** principalement du fait de la hausse des prix des matières premières.

4. Honduras

Les exportations des maquiladoras¹ ont augmenté de 23% g.a. au premier trimestre 2021 pour atteindre 1,2 Md USD. L'exportation de produits textiles représente dès lors 77% des exportations de maquiladoras suivi par la fabrication de pièces électriques et de matériel de transport (22% du total). Les principales destinations des produits vestimentaires sont les Etats-Unis, le Salvador et le Nicaragua. A la fin du premier trimestre 2021, la balance commerciale des maquiladoras affichait un excédent de 438 MUSD en hausse de 67% g.a.

5. Nicaragua

Le Parlement européen a averti le gouvernement nicaraguayen que la continuité de la coopération européenne sera conditionnée au « retour à la démocratie » du pays. Cette lettre, co-signée notamment par Dita Charanzová (vice-présidente du

¹ Usines assemblant à bas coût des produits, notamment textiles, destinés à l'exportation.

Parlement), exprime la grande préoccupation de l'UE suite aux récentes détentions de chefs de l'opposition et candidats à l'élection présidentielle de novembre. Le communiqué critique également les actions contre des journalistes et représentants de l'église catholique. Le principal programme de l'UE pour la période 2014-2020 (d'un montant de 204 MEUR) a pour but la réduction de la pauvreté *via* le soutien au secteur productif, à l'éducation et à l'adaptation au changement climatique.

L'agence Fitch Rating a confirmé la note de la dette souveraine long terme à « B- » et a révisé la perspective de notation de négative à stable. L'agence justifie ce réajustement par une forte résilience budgétaire, des décaissements multilatéraux qui ont allégé les contraintes de financement de l'état et des signes de reprise économique. Les institutions financières multilatérales ont versé 829 MUSD au secteur public nicaraguayen en 2020, soit 6,7% du PIB. L'agence de notation souligne cependant les risques d'instabilité politique et de sanctions internationales qui pourraient isoler plus fortement le pays. Fitch prévoit pour 2021 une croissance du PIB de 3,8% g.a.

6. Panama

Les exportations panaméennes ont augmenté de près de 1 Md USD en 4 mois, soit une

augmentation de 77,4% par rapport à l'année 2020. Plus spécifiquement, les exportations de cuivre ont atteint les 856 M USD. La pastèque, le bois, les médicaments et les emballages cartons et aluminium ont connu une augmentation de leurs exportations entre janvier et avril 2021. En revanche, la banane, le café, les produits de la mer et la viande bovine ont connu une diminution de leurs exportations du fait de problèmes logistiques pour sortir du pays. Le Président de l'association panaméenne des exportateurs (Apex), Roberto Tribaldos, rappelle que les entreprises panaméennes profitent actuellement de la situation intérieure difficile de la Colombie afin de gagner des parts de marché à l'exportation.

Fin du moratoire, et après ? Bien que les différents secteurs économiques retrouvent petit à petit une activité, le futur de l'économie panaméenne reste incertain et dans le même temps, les banques souhaitent mettre fin au moratoire afin de récupérer des liquidités. Au 30 juin 2021, les crédits modifiés 1/feront l'objet d'un suivi particulier par les banques, 2/devront être réaménagés par de nouvelles conditions répondant à des critères de viabilité financière en tenant compte de la capacité de paiement du client et des politiques de crédit de la banque, 3/seront considérés comme des prêts restructurés s'ils ne respectent pas les nouvelles conditions établies par les banques.

Les remesas ont connu une diminution de 37% en 2020. Selon le rapport sur *la balance des paiements en 2020* du Contrôleur de la République, les transferts d'argent envoyés à

l'étranger ont atteint les **509,6 M USD** en 2020, soit 37% de moins qu'en 2019, quant aux transferts reçus en 2020, ils ont connu une chute de 19,2% par rapport à 2019. La pandémie du coronavirus a été le principal facteur qui a influé de manière négative sur le volume des *remesas* (surtout des envois, plus que des réceptions), notamment du fait de la suspension des contrats de travail de beaucoup d'immigrés au Panama. Parmi les pays vers lesquels les transferts de fonds sont envoyés, se distinguent la Colombie, le Nicaragua, les Etats-Unis, la République Dominicaine et la Chine. Quant au Panama, il reçoit des fonds venant des Etats-Unis, de la Colombie, de l'Espagne, de l'Equateur et du Costa Rica. Les *remesas* sont une source importante de financement externe pour les pays à bas revenu, et pour l'heure, l'incertitude sur leur futur à moyen-terme est élevée. Bien que la récupération économique en 2021 devrait permettre de relancer le dynamisme des transferts de fonds, il n'en demeure pas moins que le Ministère du Commerce et des Industries panaméens (MICI), dans un rapport, montre qu'il n'y a pas eu de véritable reprise en ce qui concerne les sorties d'argent du Panama (seuls 89 M USD sont sortis du Panama depuis janvier 2021). Il faut savoir qu'au moins 20 000 étrangers dont 4 000 nicaraguayens et 2 000 colombiens, vivant au Panama sont rentrés dans leur pays en raison de la crise économique due à la pandémie. Le Panama, auparavant «eldorado économique» de la région Amérique centrale, ne semble plus être considéré par tout le monde, depuis la crise covid, comme un pays offrant des moyens de subsistance.

Désormais 96,8% de la flotte mondiale des porte-conteneurs pourra transiter par le Canal de Panama. Le Canal de Panama a augmenté fin mai la longueur autorisée pour les navires passant par les écluses neopanamax: la longueur est en effet passée de 367,28 mètres à 370,33 mètres. Cette augmentation de la longueur des écluses permet ainsi au Canal d'accueillir davantage de porte-conteneurs et de profiter aux économies du monde entier. Cette nouvelle longueur offrira également aux compagnies maritimes une plus grande flexibilité dans la conception de navires d'une plus grande capacité, pouvant transiter par le Canal de Panama. Le Canal a également annoncé une augmentation prochaine du tirant d'eau à 15,24 mètres (50 pieds), le plus haut niveau autorisé sur la voie navigable. Les ambitions du Canal vont plus loin encore que les mises à jour opérationnelles. Le Canal cherche à participer au développement d'une industrie maritime verte, et se concentre notamment sur la réduction de sa propre empreinte carbone. Il réfléchit actuellement à une feuille de route pour devenir une entité neutre en carbone d'ici 2030. Plus que jamais, le Canal de Panama semble vouloir devenir une route commerciale mondiale verte.

Caraïbes

1. République Dominicaine

Le Président Luis Abinader a présenté un projet de Pacte de l'Eau au Conseil Economique et Social (CES). 8,5 Mds USD seraient investis dans ce programme jusqu'en 2036. Le gouvernement souhaite mettre en place un vaste plan d'infrastructures visant à garantir un accès universel et durable à l'eau potable. Dans le cadre de ce plan, le gouvernement étudie la possibilité de construire plusieurs systèmes d'irrigation, en plus d'installer des services de gestion, de maintenance et d'assainissement de l'eau.

2. Cuba

Cuba lance une étude clinique des vaccins anti-COVID-19 chez les enfants et les adolescents.

Cuba a entamé, lundi 14 juin, un essai clinique pour immuniser les enfants et les adolescents contre le COVID-19 avec une combinaison de deux de ses vaccins expérimentaux. L'étude, qui se déroulera à la Havane, sera menée en deux groupes, en commençant par des adolescents âgés de 12 à 18 ans, suivis par un groupe d'enfants âgés de 3 à 11 ans. Au total 350 enfants seront inclus dans l'étude, recevant ainsi deux doses de Soberana 2 et une troisième de Soberana Plus, séparées par des intervalles de 28 jours. Depuis le début de la pandémie et jusqu'au 14 juin, l'île enregistrait 160 594 cas, dont 21 505 infections chez la population de moins de 18 ans.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 16 juin 2021</i>
Costa Rica	347 157 Décès : 4 437
Cuba	161 997 Décès : 1 118
Guatemala	275 202 Décès : 8 527
Haïti	16 662 Décès : 358
Honduras	249 931 Décès : 6 691
Jamaïque	49 429 Décès : 1 012
Nicaragua	7 696 Décès : 188
Panama	390 221 Décès : 6 457
El Salvador	76 495 Décès : 2 310
République dominicaine	311 833 Décès : 3 726